

Projet de décision portant sur la définition des marchés  
pertinents de gros des services de capacité (marché 6),  
sur la désignation d'opérateurs exerçant une influence  
significative sur ces marchés et sur les obligations  
imposées à ce titre

Réponse d'Orange

Consultation publique du 19 février au 26 mars 2014

Version publique

Contacts : [affaires.reglementaires@orange.com](mailto:affaires.reglementaires@orange.com)

Liens vers la consultation :

[http://arcep.fr/fileadmin/uploads/tx\\_gspublication/2014-02\\_ADM\\_6\\_CP.pdf](http://arcep.fr/fileadmin/uploads/tx_gspublication/2014-02_ADM_6_CP.pdf)

## Synthèse

Orange se félicite de la reconnaissance par l'Autorité de la définition de zones dans lesquelles la levée de toute régulation tarifaire *ex ante* sur ses offres de gros d'accès optiques et d'accès cuivre est justifiée, compte tenu de l'intensité concurrentielle qui y est observée.

Toutefois, Orange considère qu'en pratique l'intensité concurrentielle, que ce soit sur les réseaux optiques ou cuivres, est beaucoup plus développée que celle présentée dans le projet de décision de l'Autorité. Dès lors ce constat doit nécessairement conduire à l'identification de critères moins restrictifs et de zones concurrentielles beaucoup plus étendues.

Compte tenu d'une définition par l'Autorité de zones concurrentielles sur une empreinte géographique très limitée et extrêmement prudente, Orange demande, *a minima*, que ces zones concurrentielles soient applicables dès l'entrée en vigueur de la nouvelle décision. En effet, il n'apparaît pas raisonnable que les levées d'obligations pour définir des zones concurrentielles aboutissent à rendre la décision effective début 2015 alors même qu'Orange ne dispose que d'un mois pour se mettre en conformité avec la décision.

Orange renvoie à sa réponse à la consultation sur le projet de décision qui s'est déroulée du 27 novembre 2013 au 8 janvier 2014 et se limite dans la présente réponse à ses commentaires sur les nouvelles demandes figurant dans les projets en consultation.

Enfin, Orange considère qu'il est nécessaire que l'ARCEP prenne toute la mesure des évolutions structurantes en cours dans le secteur des communications électroniques dans le cadre de son analyse du marché des services de capacité.

A tout le moins, il est important que l'ARCEP mette ce marché sous surveillance et que sa décision relative à l'analyse du marché des services de capacité intègre une clause de révision formelle qui sera être mise en œuvre sans délai dès lors que le rachat de SFR sera confirmé.

Orange souhaite préciser, à titre liminaire, qu'il ne reviendra pas sur les éléments présentés dans ses précédentes réponses qui n'ont pas été pris en compte par l'Autorité et qui demeurent pertinents notamment :

- les points relatifs à la fluidité du marché Entreprise et la publication d'une offre de référence de GCN,
- le fait que les troncs distants et les liaisons d'aboutement relèvent du segment interurbain non pertinent pour une régulation *ex ante*,
- la reproductibilité technique et la reprise opérationnelle des offres couplées,
- la transmission à l'Autorité, sur une base semestrielle, du montant cumulé des pénalités facturées et des pénalités payées aux opérateurs.

La présente contribution porte principalement sur les modifications et ajouts figurant dans le projet de décision soumis à la présente consultation, par rapport à la précédente version du projet de décision.

**Question 1 :** les acteurs sont invités à formuler des observations sur l'analyse des marchés de gros des services de capacité du segment terminal : délimitation du marché, pertinence pour une régulation *ex ante*, influence significative exercée par Orange et remèdes.

La réponse à la question 1 est regroupée avec la question 2 pour le segment terminal sur cuivre et avec la question 3 pour le segment terminal sur fibre.

Orange considère que les obligations nouvelles (par rapport à l'analyse de marché en vigueur) devant s'imposer à Orange, telles qu'envisagées par le projet de l'Autorité, ne sont pas corrélées à l'état et l'intensification de la concurrence sur les marchés concernés, et ne sont ni justifiées, ni proportionnées. Elles conduisent à une « sur-régulation » qui n'est pas compatible avec le caractère transitoire de la régulation sectorielle et le glissement progressif vers le droit de la concurrence.

Orange considère donc que le projet d'analyse de marché soumis à consultation devrait être modifié afin de garantir que les remèdes imposés sont justifiés et proportionnés et s'inscrivent bien dans le cadre de la réglementation.

Ainsi, à titre d'exemple, le projet de décision d'analyse de marché 6 soumis à la présente consultation fait état d'un renforcement des obligations de transmission d'informations *ex ante*, éventuellement brutes, imposées à Orange (cf. projet de décision section 4.2.2.2, article 11, ...), sans qu'à aucun moment la nécessité n'en soit justifiée. En particulier, le projet de décision n'explique pas en quoi les dispositifs existants n'ont pas permis le développement d'une concurrence effective sur le marché. A l'inverse, l'Autorité conclut au paragraphe précédant celui relatif au renforcement des obligations précitées qu'« [i]l apparaît donc que les obligations imposées à Orange par l'Autorité par la présente décision d'analyse de marché assurent la pleine mise en œuvre du principe d'EoO au sens retenu par la Commission » (p. 71).

**Question 2 :** les acteurs sont invités à formuler des observations sur les remèdes tarifaires imposés à Orange – critères de zonage et principe de tarification – pour la fourniture de services de capacité du segment terminal sur cuivre.

Orange avait dans sa précédente réponse souligné le fait que l'ARCEP sous-estime l'intensité concurrentielle sur le marché des accès cuivre de gros, alors qu'il existe une concurrence effective basée sur le dégroupage sur une empreinte géographique significative.

Orange se félicite de la réelle avancée de ce dernier projet de décision qui consiste à définir une zone concurrentielle où les obligations tarifaires des offres de gros d'accès d'Orange sont levées. En revanche, les modalités de définition de cette zone ainsi que la date de mise en œuvre effective de cette segmentation restent excessivement prudentes.

Tout d'abord, la date de mise en œuvre : le projet de décision mentionne le 1er janvier 2015, alors que la concurrence est effective sur une large partie du territoire depuis plusieurs années. S'il pourrait être envisageable d'attendre le 1er janvier 2015 pour modifier la zone « C1 » afin que l'extension de la zone « C1 » soit concomitante avec la modification des tarifs, la zone concurrentielle, sous-ensemble de la zone C1 actuelle, est un exercice indépendant. Orange demande donc à ce que la modification des obligations réglementaires de la zone concurrentielle soit mise en œuvre dès l'entrée en vigueur de la décision d'analyse de marché, cette modification se justifiant dès à présent.

Ensuite, s'agissant de l'étendue de cette zone, Orange rappelle que, d'un point de vue technique, les châssis DSLAM peuvent contenir à la fois des cartes ADSL/VDSL (essentiellement pour le grand public) et des cartes SDSL (essentiellement pour les entreprises) ; l'offre de garantie de temps de rétablissement (GTR) étant apportée par la GTR souscrite sur la paire dégroupée. Numéricable-Completel abonde dans ce sens et écrit « *l'installation d'une carte SDSL dans un DSLAM situé dans un NRA déjà dégroupé, porte en réalité sur un investissement très faible au regard du coût de dégroupage d'un NRA, puisqu'un DSLAM peut recevoir de manière indifférenciée des cartes dédiées à différents services (ADSL, SDSL...). Dès lors, tous les NRAs dégroupés se trouvent donc dans une zone de concurrence SDSL potentielle* »<sup>1</sup>. Orange partage cet avis, l'investissement propre au marché entreprises dans un NRA dégroupé est une partie très faible de l'investissement global requis pour le dégroupage d'un NRA. Il n'y a pas lieu de protéger spécifiquement ce faible investissement via une contrainte tarifaire applicable à Orange pour ses accès de gros bitstream entreprises sur cuivre alors qu'une telle protection n'est plus jugée, à juste titre, opportune pour les investissements de dégroupage sur le marché grand public sur une large partie de la zone dégroupée.

A ce titre, sur l'étendue de la zone concurrentielle relative aux accès cuivres, il serait légitime que l'Autorité considère une zone identique à celle dans laquelle l'obligation tarifaire est levée pour les offres de bitstream grand public sur cuivre.

Toutefois, si l'Autorité souhaitait mettre une contrainte supplémentaire visant à s'assurer du retour sur investissement de la carte SDSL, elle ne pourrait le faire qu'en cohérence avec la durée d'amortissement de cette carte qui est de 5 ans<sup>2</sup> dans le modèle réglementaire du coût de l'accès dégroupé et du coût de la collecte publié le 7 septembre 2012 par l'Autorité (au-delà d'une consultation publique entre le 11 mai et le 8 juin 2012).

---

<sup>1</sup> Page 10 de la réponse de Numericable Completel à la consultation publique du 4 juillet 2013

<sup>2</sup> La cellule E 12 de l'onglet « paramètres » prévoit un amortissement du DSLAM sur 5 ans (durée considérée par Orange comme maximale eu égard au faible investissement d'une carte SDSL) donc a fortiori pour la carte SDSL qui est inséré dans le châssis en fonction des besoins.

Il s'ensuit qu'un critère de durée de présence, d'accès dégroupé avec GTR, supérieur à cette durée d'amortissement de 5 ans serait totalement arbitraire. En effet, ce modèle de non éviction a permis de positionner les tarifs des offres de gros d'accès cuivre d'Orange assurant ainsi un espace économique suffisant pour un opérateur efficace.

**Question 3 :** les acteurs sont invités à formuler des observations sur les remèdes tarifaires imposés à Orange – critères de zonage et principe de tarification – pour la fourniture de services de capacité du segment terminal sur fibre optique.

Orange tient à souligner que l'ARCEP continue de sous-estimer l'intensité concurrentielle sur le marché de gros des accès optiques, et qu'elle limite trop fortement la zone dérégulée sur ce marché de gros.

Concernant la définition d'une zone concurrentielle sur les accès en fibre optique, Orange se félicite de la reconnaissance par l'ARCEP de l'existence d'une zone dans laquelle la très forte intensité concurrentielle sur le marché de gros justifie une levée de la régulation tarifaire *ex ante* qui traduit bien la substituabilité entre le déploiement d'infrastructures en propre (via notamment les offres de gros de génie civil d'Orange qui permettent aux opérateurs de tirer leur propre fibre) et les offres de gros activées (y compris pour le raccordement de sites antennes d'un réseau mobile).

Concernant l'intensité concurrentielle sur les accès en fibre optique, l'ARCEP identifie une forte intensité concurrentielle sur le marché de gros conduisant à une baisse de 12% de la part de marché d'Orange entre 2008 et 2013 (respectivement 50% et 38%) sans toutefois adapter les remèdes à cette situation :

- l'ARCEP identifie une part de marché des opérateurs alternatifs à 62% (dont 47% pour les opérateurs d'initiative publique) sans s'interroger sur une régulation symétrique des acteurs (notamment en dehors de la zone de concurrence effective par les infrastructures) ;
- les déploiements de RIP de type FTTO subventionnés se multiplient, y compris dans des zones couvertes par les infrastructures d'Orange, ce qui est de nature à distordre le jeu normal de la concurrence via des tarifs de gros artificiellement bas.

Par conséquent, et au regard de ce constat, Orange demande à l'Autorité de mettre en place une régulation symétrique ou, à tout le moins d'imposer à Orange des remèdes géographiques comportant notamment un allègement des obligations réglementaires dans toutes les zones concernées.

Concernant la date de mise en œuvre, Orange regrette tout d'abord le délai de mise en œuvre de la première étape de dérégulation début 2015 alors que la zone concurrentielle telle que définie à ce stade dans le projet de décision ne concerne qu'une dizaine de communes, dans lesquelles l'existence d'infrastructures alternatives et d'une concurrence effective par les infrastructures ne fait aucun doute. Il n'y a dès lors aucune justification à attendre début 2015 pour mettre en œuvre cette dérégulation et ce d'autant que l'ARCEP reconnaissait une concurrence par les infrastructures dès 2002 dans les centres d'affaires des dix premières

agglomérations de France<sup>3</sup>. Ce raisonnement est applicable quelle que soit la délimitation de la zone concurrentielle finalement retenue par l'Autorité. Orange demande donc à ce que la levée de ses obligations tarifaires dans une zone concurrentielle soit mise en œuvre dès l'entrée en vigueur de la décision d'analyse de marché.

Concernant l'étendue de cette zone, Orange estime que certains points méritent d'être révisés et, en particulier, l'étendue des zones et les critères les caractérisant. Orange considère que les critères définis dans le projet de décisions sont excessivement restrictifs.

En effet, le projet de décision définit les critères cumulatifs suivants pour déterminer le premier lot :

1. densité d'établissements (sites non résidentiels) de plus de 10 salariés dépassant 50 établissements par km<sup>2</sup> : ce critère atteste d'une distance moyenne limitée de raccordement d'un tel établissement (qui constitue *a priori* la cible des offres de détail d'accès sur BLOD) ;
2. plus de 50 accès activés vendus sur le marché de détail ;
3. au moins la moitié des accès sur BLOD recensés dans la commune a été construite par les opérateurs alternatifs.

La condition aux termes de laquelle l'ensemble de ces trois critères cumulatifs doit être satisfait est excessive et non proportionnée. En effet, ces 3 critères ne sont pas nécessaires pour caractériser l'existence d'une forte intensité concurrentielle et cette condition ne peut dès lors valablement constituer un critère de définition d'une zone de concurrence effective par les infrastructures.

Une telle approche va d'ailleurs très au-delà de l'approche concurrentielle que le régulateur et l'Autorité de la concurrence ont pu retenir, notamment au cas d'espèce sur le marché 6 des services de capacité où la seule existence d'une ou deux solutions alternatives de raccordements ont été considérées comme un indice suffisant concernant l'absence d'obstacle concurrentiel (cf. décision n° 10-D-31 de l'Autorité de la Concurrence du 12 novembre 2010 relative à des pratiques mises en œuvre sur le marché des services de capacité).

En particulier, dans de nombreuses zones où existent ou sont prévus des réseaux d'initiative publique comportant de la BLOD, l'intensité concurrentielle pour Orange particulièrement développée, au point même d'évincer Orange de certaines de ces zones tant sur le marché de détail que sur le marché de gros (les chiffres du diagramme de la page 91 le démontrent clairement, pour les cas Orange + 1 RIP ou opérateur alternatif seul, ainsi que la part de marché de 47% des RIP au niveau national alors qu'ils ne concernent que des zones limitées spécifiques du territoire), sans que le premier ou le second critère ne soit satisfait. En effet, les projets de réseaux d'initiative public n'étant pas conçus nécessairement pour répondre à une attente du marché du détail mais plutôt en vue d'atteindre des objectifs politiques (en général, l'objectif d'attractivité des territoires est le premier recherché), ils peuvent concerner des communes de petite taille ou à faible densité d'établissements.

---

<sup>3</sup> Cf. réponse d'Orange à la question 39 figurant dans le document « Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes portant sur le quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6. Marchés pertinents du haut et très haut débit. Bilan et perspectives. Réponse d'Orange 4 juillet 2013 – 16 septembre 2013 »



Au-delà de la détermination de la zone de concurrence effective en début de période, il serait particulièrement injustifié et inapproprié que ces critères soient ceux utilisés par l'ARCEP pour déterminer durant la période d'analyse à venir et au-delà, les évolutions de la ZCEIO à mettre en œuvre, évoquées dans le projet de décision.

Au final, le dernier critère pourrait se suffire à lui-même puisque cela signifie qu'Orange dispose de moins de 50 % de part de marché, ce critère basé sur le parc actuel devrait toutefois être complété par une analyse prospective visant à apprécier le potentiel d'une zone.

Concernant l'identification des communes, Orange aurait souhaité disposer de l'identification de « *dizaine de communes sur lesquelles une concurrence effective s'est développée* » et s'étonne que cette première soit inférieure à la vingtaine de communes du zonage « O1 » des accès optiques des offres de gros C2E et CELAN.

#### Sur la granularité des débits identiques entre les offres de gros et les offres de détail et les accès FTTO 2M, 4M, 6M en zone régulée

Orange rappelle que les offres de gros n'ont pas vocation à reprendre la totalité des fonctionnalités et services disponibles au niveau des offres de détail d'Orange Business Services, certains pouvant être produits par l'opérateur sur ses propres équipements.

[...]

Dans ces conditions, imposer une granularité des débits identique entre les offres de gros et les offres de détail ne serait ni proportionnée, ni justifiée.

Concernant la disponibilité des accès FTTO inférieurs à 10 Mbit/s ; afin de limiter la complexité induite par la multiplication des profils dans les équipements et les bases SI d'Orange, Orange préconise de retenir uniquement les débits 2Mbit/s et 4Mbit/s.

En outre, Orange souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que la commercialisation d'offres de gros activées FTTO 2Mbit/s et 4Mbit/s doit s'accompagner d'un niveau tarifaire compatible avec les besoins du marché de détail et facilitant la migration des accès cuivre SDSL.

#### Sur la cohérence des obligations en partie finale du document

A l'article 11, Orange souhaite préciser la notion « d'offre de détail » comme s'appliquant sur les offres catalogues et non aux offres sur mesure et ce pour deux raisons :

- d'une part, le projet de décision prévoit un test de reproductibilité un mois avant la commercialisation alors que le terme de commercialisation n'a pas de sens dans le cadre d'une offre sur mesure. En effet, pour la clientèle professionnelle des offres sur mesure sont négociées dans un délai spécifique à chacun des clients et de telles modalités ne sont pas compatibles avec ce type de négociation ;

- d'autre part, le paragraphe §4.2.2.3.3<sup>4</sup>, permet à l'ARCEP de demander les informations actuellement fournies sur les offres sur mesure (et incluant notamment les informations de reproductibilité).

A l'article 12, comme mentionné supra, Orange rappelle que les offres de gros n'ont pas vocation à reprendre la totalité des fonctionnalités et services disponibles dans les offres de détail d'Orange Business Services, certains services pouvant être produits par l'opérateur sur ses propres équipements. Concernant les débits supérieurs à 100Mbit/s, le projet de décision indique que cette granularité doit s'apprécier dans la limite des DSLAM<sup>5</sup> ; Orange tient à rappeler qu'à date, les cartes DSLAM supportent, au plus, des accès d'1Gbit/s ; cela implique que les accès 2Gbit/s, 5Gbit/s et 10Gbit/s ne seront pas proposés dans les offres C2E et CELAN. La répliquabilité de tels accès s'effectue donc à travers des prestations hors offre de référence de services de capacité (via notamment les offres d'accès aux installations de génie civil d'Orange).

A l'article 32, est prévu un préavis d'un mois en cas de baisse tarifaire ou d'amélioration des processus ayant recueilli l'accord de l'ensemble des opérateurs sans toutefois prévoir le cas de modifications mineures. Il serait utile de préciser que les modifications mineures puissent faire l'objet de préavis différents comme celui qui a été convenu en multilatérale « Services de capacité et DSL professionnel » notamment lorsque les offres Ethernet (accès optiques) sont proposées au catalogue standard là où l'offre ATM existe. Le préavis est alors de 15 jours.

#### Sur le modèle de non-éviction

Orange tient à rappeler ses interrogations sur la mise en place d'un modèle de coûts de déploiement et d'entretien d'une BLOD par un opérateur concurrent efficace. Orange souhaite rappeler sa proposition de mise en place d'un observatoire des prix qui présente le sérieux avantage de mesurer sur le terrain la réalité de la dynamique concurrentielle des acteurs présents sur le marché mais aussi d'identifier le niveau de non-éviction opportun.

**Question 4 :** les acteurs sont invités à formuler des observations sur l'analyse des marchés de gros des services de capacité des segments interurbains interterritoriaux : délimitation du marché, pertinence pour une régulation ex ante, influence significative exercée par Orange et GCN (selon les segments) et remèdes.

Orange n'a pas d'élément complémentaire à apporter au-delà de ses précédentes réponses.

**Question 5 :** les acteurs sont invités à formuler des observations quant aux conditions et à l'impact de la commercialisation possible d'offres de capacité sur le câble SSCS.

---

<sup>4</sup> « Au titre de la précédente décision, l'Autorité imposait à Orange de lui communiquer trimestriellement le descriptif technique et tarifaire de chaque contrat excédant un montant total de 100 000 euros et intégrant au moins une offre sur mesure. L'Autorité estime que le maintien de cette obligation de fourniture d'information systématique, qui est susceptible de représenter une charge importante pour Orange, n'est désormais plus justifié. En revanche, l'Autorité conserve la possibilité, dans le cadre de ses pouvoirs de recueil d'information et d'enquête administrative, de demander à Orange de lui communiquer l'ensemble des éléments qui seraient nécessaires pour contrôler le respect par cet opérateur des obligations sont proportionnées qui pèsent sur lui, au titre notamment de la présente décision. »

<sup>5</sup> « En outre, cette obligation ne fait pas peser de contraintes techniques et opérationnelles disproportionnées sur Orange, dès lors qu'il ne s'agit que d'étendre la plage de paramétrage possible d'une offre existante. »



Orange n'a pas d'élément complémentaire à apporter au-delà de ses précédentes réponses.

### **Position d'Orange sur des questions transverses abordées par l'Autorité**

Concernant les annonces de fermeture des LPT 64 à 1920 kbit/s (dont la particularité est une interface de livraison X24/V11 côté client), Orange a présenté lors de la multilatérale « Services de capacité et DSL professionnel » du 19 mars 2014, les contours d'une offre sur mesure technique et commerciale pour migrer les LPT 1024 kbit/s à 1920 kbit/s. Cette offre s'ajoute aux solutions alternatives existantes :

- la LPT 2048 avec des frais de migration gratuits,
- DSLE, C2E et CELAN

sachant que des équipements d'adaptation d'interface G703/G704 vers X24/V11 sont disponibles sur le marché pour reconstituer un service structuré X24/V11 à partir d'un service 2Mbit/s.

Par ailleurs, le projet de décision indique que la facturation des frais d'accès aux services (FAS) ne semble pas a priori raisonnable, considérant que c'est une migration décidée unilatéralement par Orange. Orange tient à rappeler que l'offre concernée repose sur une technologie en voie d'obsolescence ; c'est l'évolution technologique portée par les constructeurs et le marché qui a guidé la décision d'Orange. Il paraît par conséquent déraisonnable d'imposer à Orange la gratuité des Frais d'Accès aux Services ou des frais de désaturation associés à cette migration. C'est une caractéristique inhérente du marché des télécommunications de devoir procéder périodiquement à la migration de services reposant sur une technologie en voie d'obsolescence vers des technologies plus modernes, et il est normal que chaque opérateur commercial supporte le coût de telles migrations.

Concernant la fermeture de l'ATM non programmée à ce jour, le projet de décision mentionne<sup>6</sup> un préavis de 3 ans pour une fermeture commerciale et technique en indiquant que cela fait consensus. Si un consensus peut exister, cela ne peut être que sur un préavis de trois ans pour une fermeture technique (coupure des accès) sur l'ensemble du territoire (qui inclut un préavis d'un an pour la fermeture commerciale). En effet, les équipements ATM ne sont plus fabriqués et l'ARCEP doit prendre en compte cet état de fait dans sa décision. Orange gère au mieux la pénurie et la bascule de l'ATM vers l'Ethernet.

Sur ce point, Orange regrette que cette position ait été maintenue mais se félicite que :

- la proposition d'Orange concernant un préavis de trois mois pour une fermeture technique dans un NRA sans accès ATM des offres DSLE et CE2O dès l'instant où le NRA est ouvert aux équivalents C2E et CELAN ait été retenue,
- l'article 9 permette des ajustements négociés.

En revanche, le durcissement des conditions de migration est excessif et potentiellement déstabilisant pour le plan de charge des techniciens d'Orange dans les cas où les opérateurs pourraient programmer les interventions<sup>7</sup>. De même imposer à Orange de travailler en heures

---

<sup>6</sup> Page 71

<sup>7</sup> Page 65 « Orange doit mettre en place en temps utile des mesures d'accompagnement (proposées dans des conditions raisonnables) via la désignation d'un chef de projet migration et la possibilité pour les opérateurs clients de programmer les interventions (et périodes de coupure associées) liées à la migration, en option en heures non ouvrées »

non ouvrables paraît clairement disproportionné dès lors qu'une obligation de non-discrimination existe et que, s'agissant de migrations, cela n'est pas un prérequis indispensable au fonctionnement du marché de détail.

Concernant les données de fourniture d'indicateurs de qualité de service figurant sur l'annexe B « Indicateurs de qualité de service » du projet de décision : le projet de décision précise qu'Orange doit fournir avec *« la même périodicité et concernant les mêmes périodes, les mêmes indicateurs pour les offres correspondantes commercialisées par Orange sur le marché de détail aval »*. Orange tient à rappeler qu'elle avait, en 2012, de sa propre initiative, proposé de compléter les indicateurs existants via la mise à disposition d'informations supplémentaires, sur les seuls produits de gros (informations figurant dans l'annexe B).

Orange considère que l'obligation de fournir de mêmes informations supplémentaires (se traduisant par l'ajout d'une vingtaine de valeurs supplémentaires) sur le marché de détail aval est disproportionnée. En effet, les indicateurs existants (délai moyen de production, taux de respect de la date contractuelle de livraison, délai moyen de rétablissement et taux de respect du délai contractuel de rétablissement) permettent déjà de s'assurer de la non-discrimination et certains indicateurs supplémentaires peuvent s'avérer difficiles à produire.

Concernant les données relatives aux parcs figurant sur l'annexe C « Communication pour information » du projet de décision : il est excessif et non justifié de demander à Orange la fourniture de l'ensemble des données de parcs avec la fréquence mentionnée (fréquence trimestrielle). Un rythme annuel paraît suffisant.

En effet :

- pour les données relatives aux parcs de LPT ou aux liaisons louées de détail : il s'agit de suivre l'évolution du parc des LPT bas débit (64 k à 2 Mbits/s). Une périodicité de transmission des informations annuelle est suffisante,
- pour les données relatives au segment terminal à interface alternative sur cuivre : il s'agit de permettre à l'ARCEP de disposer des informations pour la révision des périmètres des zones géographiques. Cette révision étant envisagée sur une périodicité annuelle ; une transmission des informations annuelle est suffisante. D'autre part, Orange considère excessif et non justifié la transmission annuelle du parc des accès de détail et de gros par NRA,
- pour les données relatives au segment terminal à interface alternative sur optique : il s'agit de permettre à l'ARCEP de disposer des informations pour la révision des périmètres des zones géographiques. Cette révision étant envisagée sur une périodicité annuelle ; une transmission des informations annuelle est suffisante.